N°19.

MENSUEL — 5e ANNEE — MAI 1962

Numéro 19 : 0,50 NF (50 fr.)

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN

صوت العامل الجزائري

ORGANE DE LA FEDERATION DE FRANCE DE L'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

REDACTION - ADMINISTRATION : 31, rue des Petites-Ecuries, Paris (10e) - Tél. : PRO. 90-49

Le gérant : M. OUSSADOU

LE 1ER MAI 1962

a été célébré par les travailleurs algériens à l'appel de L'U.S.T.A.

(Informations pages 2, 3 et 4)



Une vue de l'assistance au meeting de Maubeuge.

ÉDITORIAL

LE 1er MAI ET L'ALGÉRIE

Le 1er Mai a été l'occasion, pour les travailleurs algériens en France, de se réunir et de renouveler leurs revendications. A cet égard, plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés dans de nombreupx meetings dans le Nord, dans l'Est et dans le Centre. Des allocutions ont été prononcées dans chaque région pour rappeler ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

Cependant, le 1er Mai de cette année a trouvé les Algériens et l'Algérie elle-même dans une situation particulière, découlant des négociations d'Evian, des accords politiques franco-F.L.N., du cessez-le-feu et de la constitution de l'exécutif algérien.

Essayons de voir comment on est arrivé à cette situation qui frise la tragédie.

Il faut rappeler, tout d'abord, que l'U.S.T.A., née en février 1956, en pleine révolution algérienne, avait salué la proposition d'une solution démocratique, juste et pacifique du problème algérien. Cette proposition avait été reprise par une partie de la gauche française et par le gouvernement lui-même. Or on a constaté qu'au cours des contacts secrets et des négociations officielles qui vont de Melun à mars 1962, on a systématiquement éliminé toutes les tendances algériennes pour ne laisser qu'un seul interlocuteur devant le tapis vert, face à la délégation française. Cela a, par voie de conséquences, éliminé les autres tendances du cessez-le-feu et de l'exécutif.

Cette façon de procéder viole les principes élémentaires de la démocratie et de l'autodétermination et prépare l'instauration d'un régime de parti unique en Algérie.

Ce drame, avec ses conséquences politiques, économiques et sociales, a été exposé devant les adhérents de notre centrale syndicale à l'occasion de ce 1er Mai, comme il était de notre devoir de le faire. Tous ces problèmes reviendront, sans doute, sur le tapis pendant longtemps car il y a, dans tout cela, une frustration des objectifs de la Révolution algérienne.

Dès l'annonce du cessez-le-feu, l'U.S.T.A. a donné un communiqué à la presse, communiqué dans lequel elle a montré certaines conséquences des accords d'Evian qui sont néfastes aux intérêts des travailleurs et des paysans algériens. C'est dire que ce 1er Mai coïncide avec une étape nouvelle de la lutte du prolétariat algérien. Nous nous trouvons, maintenant, au début du combat pour l'émancipation sociale du prolétariat de notre pays. C'est pourquoi l'U.S.T.A. éten-

(Suite en page 5.)

VOICI L'ACTUEL VISAGE DE L'ALGÉRIE !

L'ALGERIE est en plein chaos. Cette situation est provoquée non seulement par les lâches attentats de l'O.A.S. contre les musulmans, mais par la confusion politique la plus complète qui règne dans les esprits.

La presse fourmille de détails qui tendent à présenter l'O.A.S. comme une maladie honteuse, mais elle n'explique rien. Or, l'O.A.S. n'est pas simplement un chancre né de l'Algérie Pied-noir, mais le résultat logique et la synthèse de la politique coloniale française.

D'autre part, le chantage à la partition qui visait à obtenir du F.L.N. des concessions importantes a nourri l'O.A.S. en Algérie et en France.

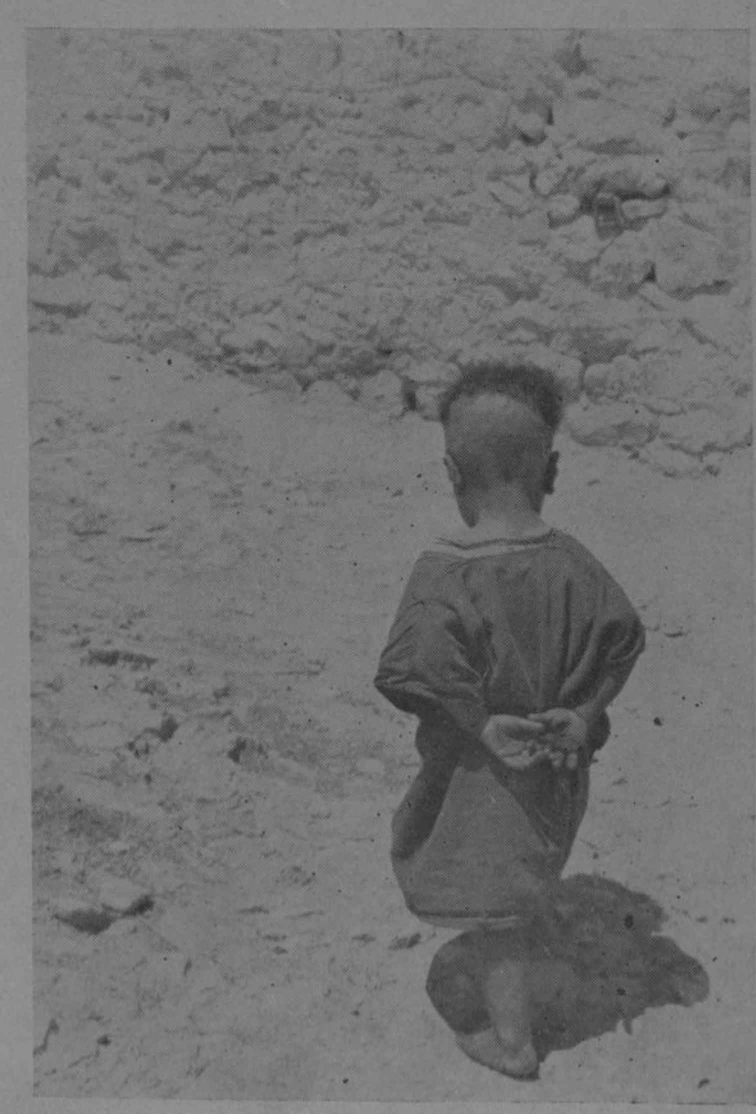
Avant les négociations, les musulmans étaient une force redoutable. Mais le F.L.N. qui a joué à fond la collaboration et voulait, à tout prix, signer à Evian, les a liés pieds et poings. Il n'y a donc plus rien à craindre pour l'O.A.S. : ils ont cessé de jouer un rôle.

Jusqu'aux accords d'Evian, le gouvernement français a laissé l'O.A.S. mener une politique pratiquement légale (opposition parlementaire, amendement Salan). D'un autre côté, il est de notoriété publique que certains services gouvernementaux étaient en relation directe et faisaient tous leurs efforts pour renforcer l'O.A.S.

En Algérie, l'O.A.S. tenait pratiquement tous les Européens. Lorsque le C.N.R.A. accepta, à Tripoli, les accords d'Evian, l'organisation fasciste comprit qu'elle pourrait, impunément, frapper les musulmans car le F.L.N. se trouvait dans l'obligation de bloquer toute action ou réaction de leur part. Le terrorisme systématique commença : le 28 février, à Oran, les attentats font 65 morts et 93 blessés; le 4 mars, 58 morts et 128 blessés... etc.

Pour sa part, l'armée française ne s'engagea nulle part : si elle refusait, tout au moins dans sa majorité, de basculer du côté

(Suite en page 6.)



FRERES ALGERIENS ! UNISSEZ-VOUS !

Pour l'avenir de ce « gosse »,
Pour le bonheur de nos enfants,
Afin que cette misère disparaisse,
Pour construire un Etat algérien libre, démocratique et social!

LA CÉLÉBRATION DU 1er MAI A L'APPEL DE L'USTA



Le camarade Hamoudi prononcant un discours à Lille.

Région du Nord

Dans le Nord, les différentes manifestations se sont déroulées dans une ambiance extraordinairement enthousiaste. Région particulièrement industrialisée, cette partie de la France a attiré une colonie nord-africaine très importante. La nécessité de s'organiser pour défendre leurs intérêts a amené ces ouvriers à adhérer massivement à l'U.S.T.A., seule Centrale Syndicale décidée et capable de lutter pour leurs revendications particulières. C'est donc en très grand nombre que les travailleurs algériens, conscients de leurs responsabilités syndicales, ont célébré ce Premier Mai.

LILLE

Au cours de la dernière semaine du mois d'avril, le meeting, prévu pour Lille dans la salle du Conservatoire, était annoncé dans toute la ville et ses faubourgs : des affiches de couleurs différentes avaient été placardées partout en évidence et les responsables de l'Union locale avaient fait procéder à plusieurs distributions de tracts.

Dès 11 heures, dans la matinée du Premier Mai, un service d'ordre impeccable composé de militants de l'U.S.T.A., était en place dans toutes les artères qui mènent à la salle. Au début de l'après-midi, la police, suivant une habitude qui nous est familière, mit en place plusieurs cars de C.R.S. dans le quartier, sans pour autant parvenir à impressioner ou à refroidir l'enthousiasme des militants qui commençaient à arriver.

La séance fut ouverte, comme prévu, à 14 heures, devant plus de 800 travailleurs nord-africains venus entendre leurs camarades de l'Union locale. La presse locale etait représentée dans la salle par « La Voix du Nord », « Nord-Eclair » et « Nord Matin ».

Présidant l'assemblée, Hammoudi Saïd, membre de l'Union Locale, section du bâtiment, remercia les assistants d'être venus très nombreux à l'appel de l'U.S.T.A. et leur souhaita la bienvenue.

Second orateur, le camarade Abderrahman, du Syndicat des Métaux, prit ensuite la parole, insistant sur l'importance de ce Premier Mai 1962 et rappelant les objectifs de la Révolution Algérienne : «...Ce Premier Mai 1962, dit-il, est particulièrement important pour le syndicalisme libre algérien car il marque le départ de la construction de l'Algérie indépendante et souveraine. Les objectifs de la Révolution forment un tout duquel il est impossible de dissocier ce qui est exclusivement économique et social de ce qui ne l'est pas : l'indépendance politique a, depuis toujours, été l'aspiration majeure du peuple algérien. Le sens de l'histoire et un profond sentiment national ont été les fondements de cette revendication. Parallèlement, notre peuple qui est asservi depuis plus de 130 ans par la colonisation et, de ce fait, vit dans une extraordinaire misère, ne pouvait viser une révolution politique sans que celle-ci soit, en même temps, économique et sociale. Cette interprétation des objectifs a guidé l'action de l'U.S.T.A. Il nous faut maintenant déterminer les grandes lignes de notre activité dans l'Algérie de demain... ».

Appelée ensuite au micro, la camarade Mezrag Fatma, de la Commission exécutive, se pencha sur le problème de l'émancipation de la femme algérienne. Après s'être élevée contre la condition faite à nos sœurs algériennes dans la société musulmane soumise au colonialisme, elle déclara notamment : « ...La femme algérienne doit pouvoir participer au développement de l'Algérie sans que cela puisse porter atteinte à sa vocation de femme et de mère. C'est une question d'intérêt national. L'expérience a montré qu'aucun progrès économique ou humain ne peut être rapide si la femme n'est pas associée à l'œuvre de l'homme. Les statistiques révèlent que la proportion des femmes constitue plus de 50 % de la population de notre pays ; les femmes représentent donc un capital important qu'il ne nous faut pas perdre de vue. L'Algérie est un pays jeune, un pays en pleine édification : il a donc besoin de toutes ses richesses et notamment de son capital humain, les femmes y compris... ».



Les membres locaux à Valenciennes.

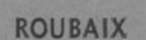
Le camarade Chergoui Hocine, membre de l'Union locale, fit le bilan de l'action de la Fédération de France de l'U.S.T.A., développant ses réalisations dans la lutte contre l'analphabétisme, la formation des cadres syndicalistes, les revendications sociales des travailleurs algériens en France. Il attira l'attention de l'auditoire sur le rôle de notre grande Centrale en disant : « ...Les oppositions et les difficultés se sont souvent traduites par des arrestations ou même l'assassinat de nos courageux et illustres dirigeants. Si, malgré tout cela, l'U.S.T.A. a tenu et tient encore, c'est parce que notre cause est juste et grande. Le rôle du syndicalisme algérien est immense. Parmi toutes les tâches que nous devons accomplir, notre effort doit porter et s'intensifier sur l'éducation syndicale et la défense immédiate du travailleur en difficulté ».

Montant à la tribune à l'appel de son nom, le camarade Abdelkader du syndicat des textiles, prit la parole en arabe. Il s'efforça, entre autres choses, de définir les buts que nous voulons atteindre, en Algérie : « ...Nous voulons, déclara-t-il, faire de l'Algérie un pays démocratique, juste et fort. Un pays où chaque homme puisse travailler, où chaque père puisse nourrir ses enfants, où la jeunesse puisse s'épanouir dans la paix et la liberté, où nos enfants puissent bénéficier de l'instruction indispensable à l'essor d'une nation. Nous voulons l'instauration en Algérie des libertés syndicales, seul moyen, pour le prolétariat, de défendre ses intérêts... ».

A son tour, le camarade Foudi, membre de la Fédération, commença par rappeler la naissance de l'U.S.T.A. en ces termes : « ...Voici sept ans, l'U.S.T.A. naquit en pleine révolution. Elle lança, dès sa constitution, un vibrant appel à tous les travailleurs algériens. Elle les conviait à se grouper sous les plis de son drapeau afin de lutter, tous ensemble, unis et solidaires, pour la conquête de la paix, de la liberté et du pain pour tous. Depuis, grâce à cette union solidaire et au renforcement de ses rangs, le syndicalisme algérien a remporté des victoires en grand nombre. Mais il reste beaucoup à faire... ». Parlant ensuite des accords d'Evian, notre camarade dit encore : « ...Depuis le 18 mars 1962, le cessez-le-feu a été proclamé. Cela nous a profondément réjouis car c'était là le souhait ardent de toute la classe ouvrière algérienne et de notre peuple. Mais, bien que nous soyons de farouches défenseurs de la paix et du retour aux libertés démocratiques, nous regrettons que les négociations n'aient pas été étendues à toutes les tendances politiques algériennes. Négociations avec un seul mouvement politique, cela ne signifie pas seulement atteinte à la démocratie mais encore violation du principe de l'autodétermination qui doit servir au règlement général pour mettre fin au conflit algérien. De même, le fait d'avoir confié l'Exécutif provisoire à une seule formation politique est très grave car une telle façon de procéder ne peut conduire qu'à l'instauration d'un régime de parti unique en Algérie ».

Puis notre camarade Hamoudi reprit possession de la tribune et, après avoir condamné violemment l'O.A.S. et ses assassins, il termina en déclarant que « ...décidée à porter le combat syndical sur le territoire national, l'U.S.T.A. avait pris la décision de reprendre ses activités en Algérie ».

La réunion fut close au milieu des applaudissements enthousiastes de tous nos camarades, applaudissements ponctués de vigoureux « A bas l'O.A.S. » et « Vive l'U.S.T.A. » poussés de tout cœur.



ROUBAIX

A Roubaix, au cours de l'affichage précédant et annonçant la manifestation du Premier mai, nos militants chargés de ce travail se sont heurtés, dans le faubourg de Croix, à la police qui, après les avoir emmenés au commissariat, leur signifia l'interdiction d'afficher dans les limites de l'arrondissement. Le responsable de notre équipe de travail répondit à cela qu'aucune loi n'interdisant ce genre d'affichage, il continuerait le travail dont il était chargé. Ce qu'il fit. Aucun autre incident ne fut à signaler ; les tracts furent distribués à toutes les sorties d'usines, comme prévu.

Par contre, le Premier mai au matin, la police roubaisienne montra une volonté délibérée de provoquer et d'intimider les travailleurs qui se rendaient au meeting : nos camarades étaient arrêtés et fouillés dans les rues, aux alentours de la salle et il ne fallut pas moins que l'intervention énergique d'un responsable fédéral pour que cessent ces mesures vexatoires.

Cela n'empêcha pas les travailleurs nord-africains de la localité de se rendre massivement à la réunion où ils étaient conviés. Et c'est devant plus de 600 personnes que s'ouvrit, à 9 heures 30, la séance à la salle du Foyer municipal d'éducation ouvrière.

Notre camarade Fatima, présidente, après avoir placé le meeting sous le signe de la paix et de la démocratie en Algérie, passa successivement la parole aux différents orateurs.

Le camarade Lamouri Mohammed, secrétaire de l'Union locale de Roubaix, développa longuement le thème de l'union de toute la classe ouvrière et du prolétariat algérien. « ...Si l'on fait, dit-il, le bilan de la faim, de la misère, de l'insécurité et de la terreur, si l'on fait le compte de ces dizaines de travailleurs qui tombent quotidiennement dans les villes d'Algérie, on s'aperçoit que notre beau pays sort de cette révolution ruiné, meurtri, déchiré et sanglant. A cela s'ajoute la destruction pratiquement complète de l'infrastructure économique et sociale du pays. Devant cette situation de fait, l'union de toutes les forces vives dont dispose notre pays, et particulièrement de la classe ouvrière, est plus que jamais nécessaire pour relever l'Algérie de ses ruines et préparer des lendemains meilleurs.

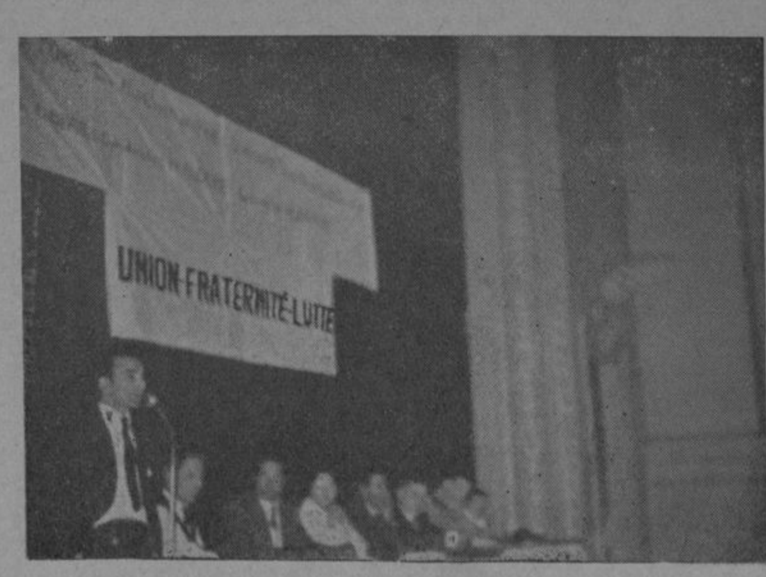
Forte de l'unité du prolétariat algérien, l'U.S.T.A. imposera l'instauration des libertés démocratiques et, en particulier, des libertés syndicales, seules armes efficaces du peuple algérien et de sa classe ouvrière pour l'édification d'une République algérienne démocratique ».

Le camarade Azni Salem, membre de l'Union locale de Tourcoing, exigea, d'emblée, la solution du problème agraire en Algérie en ces termes :

« La réforme agraire est, pour nous, Algériens, une question d'une importance vitale. C'est le problème qu'il nous faut régler de toute urgence. C'est un problème complexe, qui nécessitera un travail acharné. Mais nous exigerons qu'il soit solutionné. Nous exigerons :

(Suite en page 3.)

Le camarade Abdelhamed, s'adressant aux travailleurs algériens en arabe.



Oussadou, au meeting organisé par l'U.S.T.A. à Lyon.

UNE DÉLÉGATION DE L'U.S.T.A. ÉTAIT A LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT MESSALI-HADJ

EN réponse à l'invitation du M.N.A., adressée à la Fédération de France de l'U.S.T.A., cette dernière a envoyé une délégation parmi laquelle se trouvait notre camarade Oussadou, secrétaire fédéral et gérant de la « La Voix du Travailleur algérien », pour assister à la conférence de presse donnée par le président Messali-Hadj, le 4 mai 1962, dans le jardin de sa résidence au manoir de Toutevoie à Gouvieux-Chantilly.

Nous y avons trouvé, outre les radio-télévisions françaises et étrangères, les actualités cinématographiques, les reporters de Radio-Luxembourg, d'Europe N° 1, les envoyés d'agences, ainsi qu'un grand nombre de correspondants de journaux.



Messali Hadj, répondant aux questions que lui posait le secrétaire fédéral Oussadou après la conférence de presse tenue le 4 mai 1962 à Gouvieux.

Cette conférence avait un air champêtre tout à fait printanier, car elle s'est déroulée autour d'une table en ciment où furent installés les micros, à l'ombre d'un épicéa.

C'est à 15 h. 30 que Messali-Hadj franchit le seuil de sa résidence ; il fut aussitôt reçu par les caméras, les photographes et la télévision.

Accompagné de sa fille et de ses deux petits-fils, le président Messali se dirigea à pas lents et mesurés vers la table où étaient déjà réunis les journalistes.

C'est dans un grand silence qu'il a fait sa déclaration durant 15 minutes (qu'on lira par ailleurs), ensuite Messali-Hadj s'est adressé aux journalistes, pour leur dire qu'il était à leur disposition pour répondre à leurs éventuelles questions.

Cette déclaration qui a été lue pour certains de ses paragraphes, est une véritable charte qui annonce la reconversion politique du M.N.A. ; Messali-Hadj a flétri toutes les accusations qui ont été répandues sur le M.N.A. en expliquant que rien ne pouvait rapprocher son mouvement de l'O.A.S. et que sa politique était aux antipodes de celle des ultra-facistes qui veulent maintenir l'Algérie dans une politique coloniale aussi sombre, sinon plus, que celle du XIXe siècle. Il brossa ensuite un tableau de la situation en Algérie en rejetant la responsabilité sur l'O.A.S. qui, dit-il, s'acharne à détruire le pays.

Il s'est longuement arrêté sur les malheurs des luttes fratricides, F.L.N.-M.N.A., leurs conséquences funestes et la volonté du M.N.A. d'y mettre fin.

Aussi a-t-il proposé au F.L.N. une rencontre au sommet afin de mettre un terme à ces tueries qui détruisent la jeunesse algérienne et nuisent aux intérêts généraux de la Révolution algérienne.

Le problème maghrébin, l'unité du monde arabe, nos rapports avec le monde africain et les peuples méditerranéens ont été tour à tour examinés et exposés.

Leurs solutions, d'après le président Messali-Hadj, ne peuvent se réaliser que par la démocratie, en insistant sur l'union maghrébine, qui, dit-il, peut se faire dans la mesure où les peuples nord-africains s'élèvent à la fois par une indépendance politique, économique et sociale.

Il est à remarquer que le président du M.N.A. attache une importance particulière aux problèmes économiques et sociaux qui, pour lui, demeurent la condition « sine qua non » de l'émancipation du peuple algérien.

Messali-Hadj est, certes, le président du M.N.A., mais aussi il a été un travailleur dans les usines en France, un syndicaliste et un fils de fellah. Ce n'est donc pas étonnant que ces problèmes restent pour lui une préoccupation dominante et de tous les instants. C'est le sentiment net et précis que nous avons retenu de l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder après la conférence de presse.

Le président du M.N.A. n'a ps hésité à nous déclarer, au cours de cet entretien, que l'heure du syndicalisme actif est arrivée et le prolétariat algérien doit retrousser ses manches pour ne pas se laisser frustrer de ses biens, biens qui ont été ceux de ses parents et de ses ancêtres.

Enfin Messali-Hadj nous a aussi parlé de la coopération et de la fraternité des peuples qui restent et demeurent les moyens de compréhension et de rapprochement entre tous les peuples.

Nous avons pris congé de lui en le laissant avec ses soucis permanents, soucis de l'intérêt du peuple algérien.

M. OUSSADOU.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT MESSALI-HADJ

tenue le 4 mai 1962 à Gouvieux (Oise)

Mesdames, Messieurs,

Depuis le cessez-le-feu, la situation, en Algérie, s'aggrave tous les jours. Il n'y a jamais eu autant d'attentats, d'assassinats et de victimes. Le peuple algérien attendait le cessez-le-feu comme l'événement historique qui allait mettre fin aux souffrances qu'il endure depuis plus de sept ans. Pour notre peuple, le cessez-le-feu, ce devait être la joie, la paix retrouvée, des manifestations avec le drapeau national largement déployé. Le peuple algérien pensait que le cessez-le-feu allait lui permettre de vivre les heures qu'ont déjà vécues les Marocains et les Tunisiens. Non seulement ces festivités annonçant l'indépendance et l'amélioration de son sort économique et social n'ont pas eu lieu mais encore notre peuple constate que son existence devient de plus en plus difficile sinon impossible.

Chômage, misère, épidémie, plasticages, voitures piégées, bombardements de quartiers, assassinats en série, c'est là une situation intolérable qui ne peut durer sans provoquer de violentes réactions. Ces méfaits sont commis quotidiennement par les fascistes de l'O.A.S. pour maintenir l'Algérie dans le système colonial d'antan. Du côté de l'O.A.S., il faut s'attendre à tout, car celle-ci est résolue à utiliser tous les moyens, y compris le génocide et la politique de la « terre brûlée » afin de créer le chaos, l'anarchie et compromettre l'indépendance de notre pays.

★

C'est pourtant cette organisation ultra-fasciste que de différents côtés l'on veut, à tout prix, coller au M.N.A. Nous avons déjà, à de nombreuses reprises, dénoncé ces accusations mensongères qui ont pour but de jeter le discrédit sur notre parti et diviser les Algériens. Il faut croire que ces démentis n'ont pas suffi, puisqu'une certaine feuille est allée jusqu'à accuser des émissaires du M.N.A. d'avoir conclu un accord à Francfort avec l'O.A.S. Ce journal a même prétendu que j'étais au courant de ces tractations.

Par ailleurs, l'on a beaucoup épilogué sur mon nom ces derniers jours à propos de la liste des témoins qui ont été cités par Salan lors de son premier interrogatoire. Il est vrai que je figure sur cette liste à côté d'un grand nombre de personnalités civiles et militaires, et notamment du général de Gaulle.

Que peut-on penser de toute cette campagne de mensonges sinon que le M.N.A. a été utilisé comme un moyen pour une vaste opération politico-policière ?

Ce n'est pas la première fois que nous sommes victimes de telles tentatives. Mais, hier comme aujourd'hui, le M.N.A. et moi-même sommes décidés à nous défendre, à déjouer toutes les machinations et à combattre les campagnes d'intoxication et de mensonge.

Mon passé politique, mes quarante années de lutte pour l'indépendance de l'Algérie et son émancipation sur le plan économique, social et culturel, mon attachement à la démocratie, quelles que fussent les circonstances du combat et, enfin, le caractère plébéien du MOUVEMENT NATIONAL ALGERIEN depuis l'ETOILE NORD-AFRICAINE jusqu'au M.N.A. prouvent, s'il en était besoin, que tout nous sépare de l'O.A.S. qui est aux antipodes de notre programme politique.

C'est pourquoi je déclare, de la façon la plus énergique, afin que tout le monde le sache, que ni le M.N.A., ni moi-même, n'avons conclu un accord quelconque avec cette organisation fasciste, qu'à aucun moment nous n'avons eu de contacts directs ni indirects avec ses représentants. Dans ce domaine, je n'ai jamais transigé et, pour preuve, je n'ai pas hésité, au mois de juillet dernier, à exclure un certain nombre d'individus qui se sont laissé soudoyer par les officines colonialistes en vue de créer la troisième force que le M.N.A. avait déjà condamnée dès le début de la Révolution algérienne. Ces individus, qui se sont laissés entraîner si loin de la Révolution, peuvent, demain, utiliser le sigle M.N.A. pour d'autres aventures.

Quant à nous, nous n'avons jamais cessé de marcher dans le chemin de l'honneur et nous continuerons de marcher dans la même voie, quelles que soient les épreuves et les persécutions.



Il y a un autre problème que je veux aborder devant vous : c'est celui des luttes fratricides qui opposent le M.N.A. et le F.L.N. depuis 1956 à nos jours. Ces luttes entre nationalistes ayant pour même objectif l'indépendance de l'Algérie ont fait des milliers de victimes. En ce qui nous concerne, nous les avons déplorées et condamnées et nous avons lancé plusieurs appels à l'union et à la réconciliation pour mettre fin à ces tueries. Si hier, malheureusement, elles ont continué malgré nos appels, aujourd'hui, elles auraient dû prendre fin avec le cessez-le-feu.

Or ces combats fratricides continuent et sont même, depuis quelques jours, en recrudescence, parfois sous de nouvelles formes. Hier, ce furent la mitraillette, le pistolet et la grenade ; aujourd'hui, ce sont la hache, le couteau, le gourdin, la corde, l'enlèvement et l'égorgement. La violence des uns appelle la violence des autres. Le moment n'est plus de dire qui a commencé le premier, car il y a là un engrenage et un cycle infernal de represailles.

Le mieux, aujourd'hui, est de rechercher les moyens de mettre fin à cette calamité.

Quant à moi, je n'ai cessé, depuis 1957 jusqu'à nos jours, de faire appel sur appel au F.L.N. pour que cesse ce massacre qui compromet l'indépendance de notre pays et qui apporte de l'eau au moulin du fascisme de l'O.A.S. Le moment n'est-il pas suffisamment grave pour que nous tous, Algériens, nous nous penchions sur ce problème pour briser ce cycle infernal et nous unir contre le danger commun ? A ce sujet, je tiens à préciser que, bien que n'ayant pas assisté aux négociations et malgré les réserves qu'il a faites sur les accords franco-F.L.N., le M.N.A. a décidé de procéder à sa reconversion politique et de participer activement à l'édification du futur Etat algérien conformément aux principes de l'autodétermination. Aujourd'hui, nous renouvelons solennellement notre appel au F.L.N. en vue de mettre fin aux luttes fratricides et de réaliser un rapprochement qui nous permettrait d'unir toutes les forces nationales et démocratiques de notre pays pour faire face aux difficultés qui assaillent de partout notre peuple et atteindre tous les objectifs de la Révolution algérienne.

C'est pourquoi nous proposons une réunion au sommet F.L.N.-M.N.A. pour débattre l'ensemble de ces problèmes. Si la sagesse politique ne prévalait pas, il faudrait s'attendre au pire. Nous verrions alors, en Algérie et en France, les Français se battre contre les Français et les Algériens s'exterminer entre eux au profit du fascisme.

Le M.N.A. considère que l'union est une nécessité vitale. Seule sa réalisation peut nous permettre d'aborder le problème algérien dans les meilleures conditions. Grâce à cette union, les Algériens pourront se consacrer essentiellement à la construction de l'Algérie nouvelle, mettre sur pied ses institutions et créer les bases indispensables pour résoudre les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels. Le peuple algérien attend de ses dirigeants que l'indépendance du pays se traduise dans les faits par la réalisation de ses aspirations.

Il y a également un problème sur lequel nous voudrions vous faire connaître notre point de vue. C'est nous qui, les premiers, en créant l'ETOILE NORD-AFRICAINE au lendemain de la première guerre mondiale, avons posé le problème du Maghreb uni en tant que nécessité historique, politique, économique et stratégique. Ce problème a toujours été pour nous d'une grande importance, mais il ne sera pas possible de le résoudre tant que notre pays demeurera dans l'état où il se trouve aujourd'hui. De même, on ne pourra créer le Maghreb que dans la mesure où les trois pays de l'Afrique du Nord auront réalisé leur indépendance politique et économique.



Il est vrai que nous sommes liés au monde arabe par l'histoire, la géographie, la culture, la langue et la religion. Il est normal que les peuples arabes cherchent à s'unir pour faire face à l'évolution économique et technique qui transforme le monde entier. Cette aspiration du monde arabe à l'union est aussi légitime que celle qui pousse d'autres régions du monde à s'unir.

Cela dit, il reste à déterminer dans quelles conditions cette union pourra se réaliser. Mais, en ce qui nous concerne, nous croyons que rien ne pourra se faire de valable et de durable dans ce sens que si l'on tient compte des aspirations profondes des peuples arabes eux-mêmes et en procédant par des voies démocratiques dans le respect des droits de chacun.

A propos du monde africain, nos prolongements sahariens nous mettent en contact avec lui. Le M.N.A. entend que l'Algérie ait des relations amicales avec les peuples noirs d'expression française limitrophes de notre continent. Nous avons toujours eu d'excellents rapports avec les représentants de ces peuples noirs qui, hier, étudiants en France, dirigent, aujourd'hui, les destinées de leur pays.

Par sa position géographique, l'Algérie est une plaque tournante qui l'oriente aussi bien vers l'Orient arabe, le continent africain que le monde occidental. Dans le passé, l'Algérie, comme d'ailleurs tout le Maghreb, a toujours eu des relations économiques, commerciales et diplomatiques avec le monde occidental. Nous n'oublions rien du passé et nous entendons qu'à l'avenir l'Algérie indépendante ait des relations fructueuses avec tous les pays méditerranéens, et notamment avec le peuple français.

LE F.L.N. EST TENDRE POUR LES COLONS ET DUR POUR LE PROLÉTARIAT ALGÉRIEN

LA situation du peuple algérien s'est fortement aggravée depuis le cessez-le-feu. Notre peuple est exposé journellement aux plasticages, aux bombardements et aux assassinats en série par les fanatiques et les racistes de l'O.A.S.

Ce n'est pas tout, car, par ailleurs, le prolétariat, les fellahs et les petites gens qui échappent au contrôle du F.L.N. sont rançonnés, enlevés, torturés et quelquefois assassinés. Cela est révoltant et c'est le moins qu'on puisse dire.

A propos de ceci et de cela, il y a crise ou malaise à Rocher Noir. Cet appareil, créé de toutes pièces après les accords d'Evian, grince et refuse de tourner. En effet, cette machine refuse de tourner parce que fonctionnaires, téléphone, électricité et autres employés font une sorte de grève perlée qui frise une résistance et un sabotage aux ordres de l'Exécutif algérien. Farès, toujours jubilant, déclare que tout va bien et dans le meilleur du monde à Rocher Noir. Fouchet, le haut-commissaire, répond : « Tout va très bien. » Mais la presse, la radio et notre peuple ne sont point de cet avis.

Le journal « Le Monde » du 9 mai 1962, après avoir constaté que le rétablissement de l'ordre dans les grandes villes se heurte à trop d'hésitations et d'incertitudes, a déclaré :

« Le creux de la vague semble dépassé par tout ce qui concernait l'application du cessez-le-feu pour le bled, les rapports de l'A.L.N. avec les forces et l'autorité françaises, les incidents et les bavures de toutes sortes : non pas que toutes les causes de friction aient entièrement disparu, mais on s'est efforcé de les atténuer.

» Le F.L.N., pour sa part, a donné des instructions pour que les colons européens ne soient plus imposés... »

On souhaiterait que les mêmes instructions du F.L.N. soient données pour foutre la paix aux travailleurs algériens, aux fellahs, aux femmes, aux militants syndicalistes de l'U.S.T.A. et qu'on cesse de les rançonner, de les enlever et de les forcer à s'enrôler sous la coupe d'Azzedine et d'Oussedik.

Il reste à savoir maintenant si on considère ce monde de travailleurs avec la même tendresse et la même considération que les gros colons de la Mitidja. Tout cela est savoureux, tout cela aussi nous laisse rêveurs et nous plonge dans une grande tristesse.

Qui l'aurait cru et qui l'aurait pensé un seul instant ?

Il est vrai que le fellah dit, dans ses angoisses :

« Il faut vivre pour entendre et il faut vivre pour voir. »

EDITORIAL (Suite)

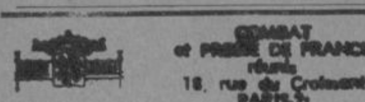
dra son action syndicale jusqu'aux couches les plus éloignées de notre peuple : il s'agit d'entraîner dans les rangs du syndicalisme libre algérien le plus grand nombre possible de travailleurs, de les éduquer et de les conduire à réaliser eux-mêmes l'espoir de toute la classe ouvrière algérienne.

Notre centrale syndicale, soutenue par tous les travailleurs, doit porter ses efforts dans le combat pour le respect des libertés démocratiques qui permettront aux ouvriers algériens d'aller toujours de l'avant dans la voie du progrès social et économique.

L'union de tous les travailleurs algériens, leur combativité et leur attachement aux principes syndicaux leur permettront de réaliser l'amélioration du niveau social du prolétariat.

L'U.S.T.A. fait appel au prolétariat international pour soutenir son combat qui s'annonce particulièrement difficile.

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN.



COMBAT et PRESSE DE FRANCE réunis 18, rue du Croissant PARIS-2e

Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

L'ÉCOLE DU SYNDICALISME ALGÉRIEN (II)

I. - PLACE ET ROLE DU SYNDICALISME DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

L'EXPERIENCE a montré que, dans presque tous les pays qui ont aspiré à l'indépendance, soit sous une forme révolutionnaire comme la Russie de 1917, soit simplement sous la forme de l'indépendance politique, il s'est posé des problèmes très difficiles, qui, en général, ont été mal résolus. Ils ont été mal résolus parce que le syndicalisme n'a pas rempli pleinement sa tâche. Dans tous ces pays où la classe ouvrière était soit directement au pouvoir, soit tout au moins très largement associée au pouvoir, les organisations syndicales ont cru que leur seul travail était de populariser la politique gouvernementale auprès des ouvriers, même lorsque cette politique exigeait de ceux-ci un effort qui était absolument impossible à accomplir. Et c'est ainsi qu'on en est arrivé, dans beaucoup de pays, à défigurer le nom de socialisme, le mot de révolution, parce qu'on les a associés à l'exploitation des ouvriers au bénéfice d'une construction trop rapide de ce qu'on a appelé le socialisme, ce qui n'a pas permis aux ouvriers d'atteindre un niveau de vie qui leur permette de véritablement travailler.

Le problème qui se pose dans tous les pays insuffisamment développés, c'est d'abord d'associer, d'intéresser le plus étroitement possible la partie de la population la plus évoluée, la plus apte à comprendre, c'est-à-dire les travailleurs, au développement du pays. Et ceci ne peut se faire que si, d'abord, l'ensemble du pays bénéficie d'un niveau de vie qui, par rapport à la situation antérieure, n'est pas en régression.

Il est bien évident que chaque fois qu'intervient un bouleversement social important, cela se traduit par un certain nombre de destructions et que, pendant un temps, le niveau de vie baisse. Mais, pendant un temps relativement court, l'enthousiasme de la population permet de supporter cette baisse du niveau de vie. L'important, c'est donc de profiter de cette période d'enthousiasme, et surtout de ne pas la laisser s'écouler avant que le niveau de vie soit redevenu correct.

Prenons l'exemple de la Russie soviétique. En 1917, son économie était à peu près complètement démolie, tout était à refaire ; en outre, elle était menacée d'une intervention armée immédiate. Il est, par conséquent, compréhensible, dans une certaine mesure, qu'elle ait mis tout son potentiel dans l'industrie lourde qui lui permettait de fabriquer ses propres armements.

A l'heure actuelle, le problème ne se pose pas du tout dans les mêmes termes pour l'ensemble des pays sous-développés, qu'il s'agisse de l'Afrique Noire, de l'Afrique du Nord, qu'il s'agisse même des pays asiatiques ; ils ne sont pas en guerre et le problème de l'armement fabriqué sur place ne se pose donc pas à eux. La question du niveau de vie des travailleurs peut donc être résolue dans des conditions infiniment meilleures. Toutefois, un peu intoxiqués par l'exemple russe, la plupart des pays qui ont accédé à l'indépendance se sont lancés dans une politique d'industrialisation lourde immédiate, ce qui détourne vers cette industrie la quasi-totalité des cadres qualifiés du pays. Cela entraîne une stagnation du niveau de vie et parfois un recul considérable.

C'est pourquoi il faut examiner de près la tâche de l'organisation syndicale lorsqu'elle appuie le pouvoir, ce qui est le cas presque partout dans les pays qui vienne d'accéder à l'indépendance, ce qui sera très certainement le cas en Afrique du Nord dès que l'état de guerre aura cédé la place à la paix. Nous serons en présence d'un pays dont il nous faudra prendre en considération les ressources, l'état de la population. Les organisations syndicales y sont en voie de formation et cherchent leur orientation.

Je ferai tout d'abord une remarque d'ordre général. A mon avis, une organisation syndicale a son rôle à jouer en tant que telle et non pas en tant qu'organe de pouvoir. Le pouvoir a tendance à aller le plus vite possible, et c'est son rôle. S'il n'y a pas, en contrepartie, une organisation qui défende les intérêts des travailleurs, qui mette le gouvernement en garde contre trop de précipitation ou, au contraire, trop de lenteur dans les réalisations, les travailleurs sont sacrifiés. Et même si, au départ, ils acceptent volontiers les sacrifices, au bout de quelques années ils se lassent, et on finit par dresser une partie de la population contre un pouvoir qui, pourtant, se réclame de la classe ouvrière. Il est donc essentiel que le rôle revendicatif des syndicats soit maintenu, même dans une période où le syndicat est associé au pouvoir, même dans une période où le pouvoir se réclame de la classe ouvrière et des travailleurs. Je crois que c'est un premier point qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on ne veut pas assister à une dégénérescence réelle, et quelquefois très grave, d'un pouvoir qui se réclame de la classe ouvrière.

Etant donné cette orientation, il nous faut maintenant voir comment se présente la situation en Algérie et comment elle risque de s'y présenter demain.

II. - PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ALGERIE

L'Algérie est un pays peu développé et pauvre. Un pays pauvre, d'abord parce que l'ensemble des terres cultivables est relativement faible par rapport à la superficie totale, ensuite parce que les richesses naturelles, en particulier le minerai et la houille, y sont en trop faible quantité pour un pays qui voudrait devenir une grande puissance industrielle. Par contre, la récente découverte du pétrole saharien est susceptible de changer complètement la physionomie des pays d'Afrique du Nord, dans la mesure où elle est susceptible de leur apporter la source d'énergie qui permettra une industrialisation réelle. Il faut donc voir ce que pourra faire l'organisation syndicale dans un tel pays — et même ce qu'elle pourra faire dans l'immédiat, dans la phase des pourparlers.

L'Algérie a toutes les caractéristiques des pays sous-développés : l'agriculture y représente une fraction du revenu qui est le double et même le triple de ce que représente l'agriculture dans un pays industriel. Je vous donnerai tout à l'heure des chiffres très précis, mais en gros l'agriculture représente plus de 30 % du revenu de l'Algérie, alors que dans un pays industriel, la France — et à plus forte raison les Etats-Unis —, elle représente moins de 20 %, quelquefois à peine 12 % (Etats-Unis). Par contre, et corrélativement, la part industrielle est très faible.

Ce phénomène se répercute sur la main-d'œuvre. Elle est très largement occupée à l'agriculture, et dans des conditions généralement mauvaises, les moyens employés étant extrêmement rudimentaires. La part de la population active employée dans l'industrie est très faible, avec, comme circonstance aggravante, le fait que la plupart de ces travailleurs ont des emplois peu qualifiés et même quelquefois non qualifiés. La proportion des manœuvres par rapport aux ouvriers qualifiés est beaucoup trop élevée pour un pays qui voudrait s'industrialiser.

Voilà, en gros, ce qu'est l'économie algérienne. Elle n'est pas catastrophique, en ce sens que l'agriculture offre tout de même des possibilités réelles, que l'industrie en offre également — on trouve en Algérie du fer, du plomb, des phosphates. Jusqu'à présent, le gros handicap pour installer une industrie, c'était le manque de charbon ; je viens de vous dire que, grâce à la découverte et à l'exploitation du pétrole, on peut prévoir même une industrie métallurgique. La situation de l'Algérie est celle d'un pays relativement pauvre, mais dont les possibilités de développement sont très réelles. En face de cette situation, qu'est-ce qu'on peut faire ?

Une tentation immédiate serait de dire : on va industrialiser au maximum. Il faudra que les organisations syndicales prêtent une très grande attention à ce point. Si l'on veut que le développement industriel se fasse sans que l'on ait à regretter la colonisation, il faut qu'il ne s'accompagne pas de famine. Dans ces pays, relativement pauvres et peu développés, il faut veiller à ce que le rythme de l'industrialisation s'accompagne toujours d'une augmentation du niveau de vie, c'est-à-dire d'un effort extrêmement attentif en faveur de l'agriculture. En effet, un pays qui accède à l'indépendance — complètement ou incomplètement, le problème n'est pas là — mais un pays qui, pendant une certaine période, va devoir prendre en main sa destinée, ce pays doit d'abord donner à manger à tous ceux qui habitent sur son sol. C'est là le point essentiel qui devra guider les militants ouvriers, qu'ils soient au pouvoir, qu'ils discutent avec les pouvoirs ou qu'ils aient eux-mêmes des responsabilités d'organisation.

III. - L'AGRICULTURE

Est-il possible, dans un pays comme l'Algérie, de donner à manger à tout le monde ? L'effort à faire sur le secteur agricole peut-il être tel qu'il permette d'augmenter réellement et considérablement la production de l'Algérie ? Il est possible de répondre tout de suite par l'affirmative, mais il est nécessaire en même temps d'examiner quels sont les obstacles.

On peut répondre oui tout de suite dans la mesure où l'on constate, d'une part, qu'il existe à l'heure actuelle en Algérie des terres labourables qui permettent, qui permettraient plus exactement, si elles étaient bien exploitées, d'augmenter considérablement le rendement de l'agriculture. L'exploitation des terres labourables peut être très largement améliorée, en ce sens qu'on ne cultive pas toujours, sur les terres algériennes, les meilleurs produits ou ceux qui sont le plus directement utilisables. D'autre part, il faut examiner ce qu'il serait possible de faire au point de vue élevage.

LES CULTURES

Prenons les principales cultures. Ce sont essentiellement les céréales, la vigne et les agrumes. Si l'on examine ce que donne chacune de ces cultures, on constate que la culture des céréales est celle qui permet le plus rapidement d'être utilisée, c'est-à-dire celle qui permet de nourrir le plus rapidement les populations qui vivent sur le territoire algérien. Ces cultures peuvent être améliorées de plusieurs façons : d'abord, on peut augmenter la superficie des terres cultivées en céréales ; ensuite on peut améliorer le rendement de ces terres ; enfin on peut créer des sols qui soient plus facilement utilisables pour ces cultures.

Pour la production des céréales, par exemple, on constate que le rendement des terres occupées par les Européens est le double ou le triple du rendement des terres cultivées par des petits propriétaires musulmans. Cela tient à plusieurs raisons. La première, c'est qu'en général les colons ont occupé les meilleures terres ; il est par conséquent normal que le rendement y soit supérieur. Mais d'autres raisons interviennent si l'on considère les résultats des S.A.R. (Sections pour l'amélioration rurale). Ces sections ont réussi, sur des terres très analogues à celles des fellahs, à doubler le rendement à l'hectare en matière de céréales. En conséquence, des méthodes d'exploitation plus rationnelles permettraient de doubler le rendement. Et même, avec des méthodes plus intensives, c'est-à-dire en augmentant les parcelles et en les cultivant de façon industrielle, on est parvenu à tripler le rendement à l'hectare. On pourrait donc, sans augmenter la superficie cultivée en céréales, augmenter de plus de 50 % la production et nourrir beaucoup mieux la population.

Deuxième point : on peut transformer des cultures. Des étendues considérables sont, à l'heure actuelle, consacrées à la culture de la vigne, qui pourraient être affectées à d'autres cultures. On a beaucoup parlé de l'arrachage des vignes et de leur remplacement par du blé. Il ne faut pas se faire d'illusion, c'est un problème beaucoup plus complexe qu'il n'en a l'air, en ce sens que, s'il est normal de transformer en terres à blé certaines des terres à vigne — puisque les musulmans ne boivent pas de vin et que les non-musulmans sont très loin d'absorber toute la production de vin —, il est un fait que la culture de la vigne permet de distribuer des salaires très supérieurs à ceux qui sont payés pour la culture du blé.

(à suivre)

VISAGE DE L'ALGÉRIE (Suite)

(Suite de la première page.)

de l'O.A.S., elle ne refusait pas de s'engager au côté de de Gaulle, approuvant implicitement par là les accords d'Evian. Le bouclage de Bab-el-Oued ne donna aucun résultat parce que l'armée ne cherchait pas à en avoir. Sa position est claire. A. Jacob la définit correctement dans le « Monde » du 9 mars : « ... Elle considère toujours l'A.L.N. comme le principal sinon l'unique adversaire.. » Face à l'O.A.S., elle a une attitude ambiguë. Dans l'hypothèse d'une attaque massive des quartiers européens par les musulmans « ... l'armée pourrait en de telles circonstances se laisser emprisonner dans une solidarité de fait avec la communauté européenne, prenant parti sans équivoque et dans une répression sanglante contre les manifestations musulmanes » (« Le Monde », 9 mars). C'est clair et net : si l'armée n'a pas pris position dans le différend qui oppose des Français à d'autres Français, c'est simplement pour se réserver les coudées franches et pouvoir massacrer, en bloc, les musulmans qui voudraient se rebeller contre la mort que leur réserve l'O.A.S.

Les musulmans, maitres d'Alger en 1960, sont aujourd'hui parqués comme du bétail dans leurs quartiers. Isolés par des barbelés, interdits de séjour dans leurs villes, ils revivent à nouveau la situation des camps d'hébergement. Réduits à la famine et au chômage, ils voient leurs enfants mourir sous les coups de l'O.A.S. Menacés non seulement par la faim mais par la mort, ils sont au bord du désespoir.

L'action du F.L.N. se limite à deux objectifs : distribuer à ces « hommes sages » des rations de misère et les faire patienter. Mais il est difficile, pour un peuple victorieux, d'admettre que l'indépendance l'a réduit en un peuple de mendants !

L'économie algérienne est au point mort. « ... Le cessez-le-feu trouve l'Algérie à l'heure zéro de l'économie. En effet, la détérioration progressive du climat économique en Algérie a pratiquement stoppé les affaires depuis fin 1960. Cela est surtout vrai dans les grands centres : Alger, Oran et Bône. Dans les autres villes et dans le bled, les affaires continuent à tourner au ralenti... » écrivent « Les Echos » du 19 mars. « ... Le port d'Oran est arrêté et certains bateaux partent chercher du fret en Espagne... Certaines compagnies songent à désarmer des bâtiments. Les opérations bancaires ou commerciales les plus courantes deviennent un problème et les paiements sont arrêtés... Ces deux dernières semaines, la dégradation de l'économie n'a cessé de s'accélérer en Algérie au point d'engendrer une véritable paralysie. » « La Vie Française », 11 mai. Le 17 avril, « Le Echos » signalent : « ... L'arrêt est maintenant presque total dans tous les chantiers de construction et de travaux publics... L'interruption partielle des liaisons postales, téléphoniques et des mouvements de fonds a pour effet de ralentir toutes les transactions, voire le paiement des fonctionnaires... »

Et toujours l'O.A.S. poursuit son œuvre de destruction.

Les attentats les plus odieux sont perpétrés : casbah harcelée au mortier, musulmans tués dans les cliniques, vieillards, enfants, femmes abattus dans les rues. Tout est bon pour exaspérer les musulmans, les faire descendre dans les rues pour les opposer, mains nues, aux mitrailleuses et fusils de l'armée.

On plastique les magasins, les caisses de sécurité sociale, les bâtiments administratifs, les recettes de contribution directe, etc. Les lycées et l'université sont fermés depuis de longues semaines, les agents de la police d'Etat démunis de leur pistolet par mesure de précaution, les sièges des banques, ouverts le matin seulement, sont gardés militairement, les ordures ne sont pas ramassées ,les cadavres pas enterrés... Voici le spectac'e qu'offre l'Algérie nouvelle.

Mais ce spectacle hallucinant n'est rien ! Une immense crainte secoue les Européens. Chez les musulmans, la peur se mêlant à la colère compose une haine terrible qui, en explosant, va tout balayer.

L'O.A.S. est donc le produit complexe du colonialisme français et les organisations de gauche, qui se sont couchées sans combattre en mai 1958, y ont leur part de responsabilité. La lutte doit, maintenant, être menée d'une manière implacable contre l'organisation fasciste.

Aujourd'hui où la confusion est totale, nous proclamons, nous, syndicalistes algériens de l'U.S.T.A., que nous sommes déterminés à briser l'O.A.S. ; nous appelons les Algériens à réagir de la seule façon qui s'impose, en paralysant à leur tour les « Bab-el-Oued » européens, en les asphyxiant économiquement en établissant un blocus complet des villes. L.O.A.S. et ses sbires veulent nous réduire par la famine! Affamons-les à notre tour et mettons-les à genoux.

Frères algériens !

Organisons-nous pour briser et liquider une fois pour toutes le racisme et le colonialisme en Algérie et soyons implacables pour les tueurs de femmes et d'enfants.

COMMUNIQUÉ

Le Bureau fédéral de l'U.S.T.A. s'est réuni les 18 et 19 mars 1962 pour examiner la situation après la signature des accords politiques franco-F.L.N. et le cessez-le-feu.

L'U.S.T.A. rappelle qu'elle a, dès le début de la révolution algérienne, salué la proposition de l'ouverture d'une conférence de la table ronde sans préalable ni exclusive pour étudier tous les aspects du problème algérien afin de conclure un cessez-le-feu.

L' U. S. T. A. a déjà protesté plusieurs fois contre la négociation bilatérale à un seul interlocuteur : c'est là une atteinte à l'autodétermination qu'elle n'a pas manqué de dénoncer.

L'U.S.T.A. ne peut reconnaitre les accords politiques franco-F.L.N. qui, dans leur contexte, portent atteinte aux intérêts de la classe ouvrière algérienne et compromettent l'application de la réforme agraire.

L'U.S.T.A. exige le respect de la démocratie et l'application honnête de l'autodétermination afin de permettre au peuple algérien de se prononcer en toute liberté sur le choix de son avenir politique et non sur des accords déjà arrêtés entre le gouvernement français et le F.L.N.

L'U.S.T.A. appelle la classe ouvrière algérienne à exiger le respect de l'autodétermination ;

Demande aux centrales syndicales françaises et internationales de soutenir le prolétariat algérien dans sa lutte pour la paix, la liberté et la justice sociale.

Paris, le 21 mars 1962.